Intervenant sur Radio Okapi, ce lundi 24 septembre, Jean-Michel Dumond a déclaré:

«Nous essayons aussi d'intervenir. C'est ainsi que nous allons débloquer quelque 20 millions d'euros supplémentaires dans les semaines à venir pour lutter contre les violences sexuelles.»

Jean-Michel Dumond a fait remarquer que ces violations n'étaient pas seulement l'oeuvre de la rébellion du M23, mais aussi de différents groupes armés opérant dans la région.

«Nous condamnons les violences qui interviennent dans cette région. Malheureusement, elles ne sont pas limitées au M23. Nous avons aujourd'hui des témoignages, par exemple, dans la région de Pinga dans le Masisi au nord du Sud-Kivu, des massacres qui ont lieu à l'heure actuelle et qui sont le fait des groupes armés autres que le M23», a-t-il affirmé.

Selon lui, les exactions que commet le M23 sont connues. A ce sujet, il a déploré la «mesure d'enrôlement forcé des mineurs». Ce mouvement avait déjà été indexé par le récent rapport de l'ONG Human Rights Watch (HRW).

Selon ce rapport, des témoins ont affirmé à cette ONG qu'au moins trente trois nouvelles recrues et d'autres combattants du M23 avaient été sommairement exécutés alors qu'ils essayaient de s'enfuir. Certains avaient été ligotés et abattus devant les autres recrues à titre d'avertissement.

L'une des jeunes recrues a déclaré à HRW: «Quand nous étions avec le M23, ils nous ont dit [que nous avions le choix] entre rester avec eux ou mourir. Beaucoup ont tenté de s'enfuir. Certains ont été retrouvés et pour eux, cela a été la mort immédiate».

Dans leur déclaration du 15 juin, les membres du Conseil des Nations unies avaient aussi condamné «fermement les massacres et les violences commis à l'encontre de civils, des

femmes et des enfants pour la plupart, par des groupes armés, dont les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda».

Source: allAfrica